

Donald Trump décrète « l'urgence énergétique » et enterre de nouveau la lutte contre le dérèglement climatique pour « forer, forer »

Le nouveau président des États-Unis met fin au Green New Deal de l'administration Biden alors que le secteur de la tech est devenu un gouffre énergétique en faisant tourner ses centres d'intelligence artificielle.

Par Arnaud Leparmentier (New York, correspondant)

Publié aujourd'hui à 10h34, modifié à 10h47 • Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés



Des pancartes soutenant le forage pendant un meeting de Donald Trump, le 29 août 2024, à Potterville (Michigan). ALEX BRANDON / AP

La fine fleur de l'élite américaine réunie au Capitole s'est levée lorsque Donald Trump a repris, lundi 20 janvier, lors de son investiture, son slogan de campagne : « *Nous allons forer, forer.* » Dans un discours dont le mot « climat » était absent, le président a réitéré son credo en faveur d'une extraction massive d'hydrocarbures et signé dans la soirée un décret déclarant l'« *urgence énergétique nationale* ». « *Nous avons quelque chose qu'aucune autre nation manufacturière n'aura jamais : la plus grande quantité de pétrole et de gaz de tous les pays du monde. Et nous allons l'utiliser encore et encore. Nous ferons baisser les prix, remplirons à nouveau nos réserves stratégiques jusqu'à ras bord et exporterons l'énergie américaine dans le monde entier. Nous redeviendrons une nation riche, et c'est cet or liquide sous nos pieds qui nous aidera à y parvenir* », a assuré Donald Trump, qui a juré d'en finir avec le Green New Deal, le programme de transition

énergétique de Joe Biden.

Lire aussi | En direct, investiture de Donald Trump : le discours du président américain doit conduire à « une prise de conscience » des pays européens, estime Sébastien Lecornu

Dans la soirée, devant des fans réunis dans une enceinte sportive de Washington, il a signé deux décrets : le premier actant pour la seconde fois la sortie de l'accord de Paris sur le climat et la fin des financements américains, le deuxième notifiant cette décision aux Nations unies. Les Etats-Unis doivent respecter un préavis d'un an avant de quitter cet accord non contraignant.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Ce discours et ces décrets prennent le contre-pied de la politique de Joe Biden qui finança un immense programme de transition énergétique mais braqua l'électorat populaire : les années Biden furent en effet marquées par une envolée des cours du pétrole, qui avait débuté avant la guerre en Ukraine et conduit le président démocrate à puiser dans les stocks stratégiques pour faire baisser le prix de l'essence pour les Américains. Donald Trump surfe sur ce ressentiment, promettant de faire baisser les prix et d'exporter. Il a d'ailleurs levé le moratoire sur les nouveaux terminaux d'exportation de gaz naturel américain imposé par Joe Biden pour satisfaire sa base écologiste, au grand dam des Européens.

L'intelligence artificielle renverse la donne

L'affaire est toutefois complexe : sous Joe Biden, les Etats-Unis ont fini par battre des records de production d'hydrocarbures, surpassant la Russie et l'Arabie saoudite, performance dont les démocrates ne voulaient guère se vanter. Alors que Donald Trump fait son retour, les pétroliers préféreraient conserver les subventions, notamment pour développer la capture carbone. Ils veulent éviter une surproduction qui tirerait vers le bas les cours mondiaux en une période de ralentissement économique mondial hors Etats-Unis. Ils ne veulent pas non plus trop investir, alors que l'avenir de leur industrie à moyen terme est incertain. Dans les années 2010, le surinvestissement dans l'extraction par fracturation hydraulique avait mis l'industrie au bord du gouffre.

La fermeture des centrales à charbon, remplacées par celles au gaz et les renouvelables, ainsi que l'efficacité énergétique promue par les progrès technologiques ont permis aux Etats-Unis, selon le cabinet Rhodium Group, de baisser leurs émissions de dioxyde de carbone de 20 % depuis 2005, de 8 % depuis l'époque pré-Covid-19. En 2024, avec une croissance économique de 2,7 %, elles devraient avoir baissé de 0,2 %.

Le Monde Application

La Matinale du Monde

Chaque matin, retrouvez notre sélection de 20 articles à ne pas manquer

Télécharger l'application

Toutefois, l'émergence de l'intelligence artificielle (IA) renverse la donne. Il ne suffit plus de remplacer

les hydrocarbures par des énergies propres. Les Etats-Unis considèrent désormais que la demande d'énergie va exploser, en raison notamment de la consommation de la tech pour faire tourner ses centres d'IA, et veulent produire tous azimuts, que ce soit en utilisant le gaz naturel, le solaire et l'éolien, mais aussi le nucléaire, qui devient la nouvelle frontière technologique. La tech, qui devait être la solution, devient un gouffre énergétique. Sans citer explicitement l'intelligence artificielle, le décret Trump note que « *la capacité des Etats-Unis à rester à la pointe de l'innovation technologique dépend d'un approvisionnement fiable en énergie et de l'intégrité du réseau électrique de notre pays* ».

Lire aussi | [L'élection de Donald Trump, un « jour noir pour le climat »](#)

Dans ce contexte, toute source d'énergie est nécessaire. Un décret rouvre l'exploitation du sous-sol de l'Alaska. Seules les éoliennes sont combattues par les républicains, qui les accusent de nuire aux baleines et de défigurer le paysage. La Maison Blanche a annoncé la suspension des permis de concessions actuelles et leur examen.

« La voiture de votre choix »

De même, la voiture électrique n'a pas le vent en poupe, même si Elon Musk, patron de Tesla et l'un des principaux conseillers de Donald Trump, est le leader du marché américain. La transition vers ce type de véhicule est entravée par la désaffection du Midwest vis-à-vis de la voiture électrique, accusée d'être non fiable dans le froid et de tuer des emplois automobiles au profit de la Chine. Donald Trump s'en était saisi dès l'été 2023, expliquant aux ouvriers automobiles en grève de la région des Grands Lacs que les hausses de salaire leur seraient inutiles si leurs emplois partaient en Chine dans la voiture électrique.

« *Vous pourrez acheter la voiture de votre choix* », a déclaré Donald Trump lors de son investiture, promettant de « *fabriquer à nouveau des automobiles en Amérique à un rythme que personne n'aurait pu rêver possible il y a seulement quelques années* ». Il a révoqué un décret de Joe Biden contraignant l'industrie automobile à produire 50 % de voitures électriques d'ici à 2030.

Il a aussi ordonné de « *mettre fin au Green New Deal* » : « *Toutes les agences doivent immédiatement suspendre le décaissement des fonds affectés par [les lois Biden sur le climat, dont l'Inflation Reduction Act]* », en particulier pour construire le réseau de stations de recharge électrique que l'administration Biden a été incapable de mettre sur pied. Le sort des subventions aux véhicules électriques ne semblait pas scellé lundi soir. Tactiquement, Elon Musk n'est pas défavorable à la suppression des aides à l'achat des voitures électriques, estimant que la mesure fera davantage souffrir ses concurrents, moins rentables.

Arnaud Leparmentier (New York, correspondant)